

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article435>



Bulletin EE SNES n°3 Janvier 2009 Rapport d'activité

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Bulletins EE - SNES -



Publication date: mercredi 28 janvier 2009

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Le SNES doit se battre pour gagner

La période sur laquelle porte le Rapport d'Activité a vu une avalanche de « réformes » néolibérales. Malheureusement, la réponse syndicale n'a pas été à la hauteur.

Lutter contre les suppressions de postes

La RGPP s'est traduite par l'annonce inédite de milliers de suppressions de postes. Face à ce tsunami, la direction du SNES s'est contentée d'un calendrier interprofessionnel distendu sans mobiliser la profession sur les questions éducatives fondamentales induites par ces suppressions. UA, obsédé par la perspective des élections professionnelles, n'a pas pris la mesure de la pertinence d'une globalisation des combats.

Les heures supplémentaires ont été l'instrument du ministre pour se targuer d'une rentrée réussie. Le SNES a refusé d'engager dès l'annonce de milliers de postes transformés en HS une véritable campagne nationale de refus massif, renvoyant au local la responsabilité du combat.

Une mastérisation-mascarade de revalorisation

Conformément à son mandat « d'élévation du niveau de qualification », la direction UA approuve dans son principe le recrutement au niveau master, ce qui a contribué à bloquer une position commune FSU.

Le mandat du SNES lie pourtant cette revendication à l'obligation de mise en place de pré-recrutements : à la recherche d'une revalorisation à tout prix la direction ne s'est pas donnée de garde-fous. La phase de négociation n'a jamais été partagée avec la profession, pourtant cette réforme est la clé de voûte de la casse des statuts et un obstacle de plus pour les précaires sans master pour la titularisation !

La formation pédagogique des futurs enseignants sera réduite au compagnonnage. Pour eux, c'est la perte d'une année de salaire et de retraite ; et pour l'Etat, des économies considérables. La discrimination faite aux étudiants des catégories défavorisées, la précarisation accrue, la levée de boucliers des universitaires contre la réforme, ne semblent pas émouvoir le Snes qui pense avoir gagné sur l'une de ses revendications.

Sur la question salariale, UA ne s'oppose pas frontalement à la politique des primes : il s'enorgueillit dans l'US d'avoir remporté des HS concernant l'accompagnement éducatif et confond revalorisation avec proposition d'augmentation du régime indemnitaire (ISOE...). Tout cela n'est pourtant que la mise en oeuvre de la proposition de Sarkozy : suppressions de postes contre revalo pour quelques-uns. UA célèbre les micro-victoires que lui octroie le gouvernement, pour tenter de faire oublier les défaites sans précédent...

Le SNES ne peut se contenter de lui même...

Trop centré sur le second degré et son auto-affirmation comme syndicat majoritaire, refusant d'affronter le gouvernement sur l'ensemble de sa politique, le SNES a manqué de clairvoyance. Depuis l'an dernier, il a laissé se répéter des journées d'actions isolées et sans perspectives, prenant pour prétexte une impossible unité d'action souvent sans même essayer de l'obtenir. La FSU apparaît parfois comme gênante pour le SNES qui n'a jamais véritablement souhaité et impulsé dans la Fédération la possibilité d'une mobilisation dépassant les luttes sectorielles, préférant par exemple refuser d'appeler rapidement au 20 novembre pour ne pas apparaître « à la botte » du SNUIPP.

Ce repli est généré notamment par le fonctionnement pyramidal du syndicat dans lequel les S3 s'affrontent et où le S4 arbitre au cas par cas sans dégager de véritable orientation nationale. UA tranche en amont toute prise de position au détriment d'un débat entre toutes les composantes du syndicat. Il n'est donc pas étonnant que l'EE ne partage pas tous les choix que fait le Snes.

La réforme du Lycée doit être la nôtre !

Le Snes a signé « les points de convergence » et est entré dans les discussions. L'EE y était opposée. Ce n'est que très tard et sous la pression de la profession qu'il s'est résolu à quitter ce simulacre de dialogue social. Cette

stratégie dont il se glorifie aujourd'hui était pourtant totalement illisible !

Depuis la rentrée, la profession se montre disponible pour se mobiliser. Les enseignants du primaire, les lycéens, les associations pédagogiques, mènent bataille. Pourtant, le SNES, présent aux rendez-vous des 7 et 19 octobre, n'a appelé à la grève du 20 novembre que contraint et forcé. Malgré le succès, il a refusé un rebondissement dès décembre, en laissant seul le mouvement lycéen qui montait en puissance et qui a contraint le gouvernement à son premier recul. Tandis que le ministre reporte sa réforme, que de nouvelles discussions vont s'engager sur fond de suppressions de postes, le SNES se refuse toujours à demander l'abandon de ce projet.

Nous reconnaissons qu'à tous les niveaux, des militant(e)s du SNES participent quotidiennement à la construction d'un mouvement social revendicatif dans l'éducation. Pour autant, l'absence de combativité et les orientations prises par la direction UA nous conduisent à appeler à voter contre le rapport d'activité soumis au vote des syndiqués.

Les élu(e)s Ecole Emancipée à la CAN du SNES